

Cahier des clauses administratives particulières

CCAP - F25MICROGC

FOURNITURE D'UN ANALYSEUR DE TYPE MICRO-
CHROMATOGRAPHE EN PHASE GAZEUSE &
PRESTATIONS ASSOCIEES

Table des matières

Article 1. OBJET	6
1.1. Dispositions générales.....	6
1.2. Pouvoir Adjudicateur et Unité bénéficiaire.....	6
1.3. Contexte Financement	6
Article 2. PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ ET DES NOTIFICATIONS	6
2.1. Forme et procédure	6
2.1. Allotissement.....	6
2.2. Forme des notifications.....	6
3.1. Documents contractuels du marché	6
3.2. Pièces à remettre au Titulaire	7
Article 4. ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION	7
4.1. Prestations supplémentaires.....	8
4.2. Variantes.....	8
Article 5. CLAUSES DE REEXAMEN	9
Article 6. OBLIGATIONS DES PARTIES	9
6.1. Obligations du Titulaire	9
6.1.1. Obligation de résultat	9
6.1.2. Dépôt des pièces administratives	9
6.2. Obligations de l’Ineris.....	10
Article 7. CONDITIONS PARTICULIERES D’EXECUTION	10
7.1. EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES.....	10
7.2. Considérations Sociales.....	11
7.3. Conformité aux normes.....	11
7.4. Connaissance des lieux et de l’environnement.....	12
7.5. Moyens matériels.....	12
7.6. Horaires	12
Article 8. SECURITE	12
Article 9. QUALITE	13
Article 10. REMISE DES LIVRABLES	13
10.1. Livrables relatifs à l’Equipement	13
10.2. Validation des livrables.....	13
Article 11. INTERLOCUTEURS	13
Article 12. LIVRAISON	13
12.1. Conditions de livraison	13

12.2.	Stockage, emballage et transport :.....	14
Article 13.	MONTAGE, INSTALLATION, CONTROLES TECHNIQUES, ESSAIS SUR SITE	14
13.1.	Montage et installation	14
13.2.	Contrôles techniques par un organisme agréé à la charge du Titulaire	14
13.3.	Essais sur site	14
Article 14.	FORMATION DU PERSONNEL.....	14
Article 15.	RECEPTIONS	14
15.1.	Réception de l'Équipement	15
15.1.	Vérification.....	15
15.2.	Décision après vérification	15
15.3.	Réception des prestations de garantie.....	15
Article 16.	GARANTIE	15
16.1.	Garantie de l'Équipement.....	15
16.1.1.	Durée de garantie	15
16.1.2.	Nature de la garantie	15
16.1.3.	Périmètre de la garantie	16
16.1.4.	Délais d'intervention pendant la garantie	16
16.1.5.	Réparation en atelier	16
16.2.	Garanties des interventions sur l'Équipement	16
16.3.	Garantie de maintenance	17
Article 17.	DELAIS - DUREE	17
17.1.	Délais d'exécution.....	17
17.2.	Durée du marché	17
17.3.	Reconduction.....	17
Article 18.	MONTANT	17
18.1.	Montant total du marché	17
18.2.	Partie Supplémentaire éventuelle.....	17
18.3.	Caractère des prix.....	18
18.4.	Modalités de variation des prix	18
18.5.	Contenu des prix.....	18
Article 19.	REGIME FISCAL ET DOUANIER (le cas échéant si marché à l'étranger).....	18
19.1.	Régime fiscal.....	18
19.2.	Régime douanier :.....	18
Article 20.	CONDITIONS DE FACTURATION	19
20.1.	Echéancier de facturation.....	19
20.2.	Garanties Financières	19
20.3.	Avance	19

20.3.1.	Conditions de versement et de remboursement	19
20.3.2.	Garanties financières de l'avance	19
20.4.	Acompte.....	19
20.5.	Solde	19
20.6.	Clause butoir.....	19
20.7.	Présentation des demandes de paiement.....	19
Article 21.	CONDITIONS DE PAIEMENT	20
21.1.	Paielements des co-traitants	20
21.2.	Répartition des paiements en cas de sous-traitance	20
21.3.	Modalités de paiement direct des sous-traitants	20
Article 22.	Sous-traitance	21
23.1.	Confidentialité des informations :	21
Article 24.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	22
24.1.	Propriété des résultats	22
24.1.1.	Connaissances propres	22
24.1.1.1.	Connaissances Propres de l'Ineris	22
24.1.1.2.	Connaissances Propres du Titulaire	22
24.2.	Résultats	22
24.2.1.	Transfert des droits de propriété intellectuelle - savoir-faire	22
24.2.2.	Cas spécifiques des œuvres et des logiciels.....	22
24.2.3.	Cas spécifique des brevets.....	23
24.3.	Droits d'utilisation des Résultats	23
24.4.	Utilisation de droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers	23
24.5.	Garantie d'éviction	24
24.6.	Obligation de conseil et d'information.....	24
Article 25.	PENALITES	24
25.1.	Pénalités pour retard d'exécution	24
25.2.	Pénalités pour retard d'exécution lors des prestations de garantie de l'Équipement	24
25.3.	Pénalités pour non-respect des obligations en matière de sécurité	24
25.4.	Pénalités pour sous-traitance non déclarée.....	25
25.5.	Modalités d'application des pénalités et plafond	25
Article 26.	ASSURANCES	25
Article 27.	RESPONSABILITE	25
Article 28.	CESSION DU MARCHÉ	26
Article 29.	SAUVEGARDE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	26
Article 30.	RESILIATION	26

30.1.	Dispositions générales	26
30.2.	Résiliation pour inexécution ou manquement du Titulaire	27
30.3.	Résiliation pour motif d'intérêt général	27
30.4.	Résiliation pour perte des conditions requises du Titulaire.....	27
Article 31.	REGLEMENT DES LITIGES	27
31.1.	L'organe chargé des procédures de médiation	27
31.2.	L'instance chargée des procédures de recours	28
Article 32.	DEROGATIONS.....	28

Article 1. OBJET

1.1. Dispositions générales

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles l'Ineris confie au Titulaire, qui accepte, la livraison des fournitures décrites au cahier des charges techniques particulières CCTP – F25MICROGC et ci-après désignées « l'Équipement ».

1.2. Pouvoir Adjudicateur et Unité bénéficiaire

L'Ineris, établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministère en charge de l'Écologie est le pouvoir adjudicateur partie au marché.

L'équipement devra être implanté par les services du Titulaire à la Direction IDE de l'Ineris, dans le laboratoire de l'unité RCEL situé à Verneuil en Halatte, Parc Alata dans l'Oise (60).

1.3. Contexte Financement

La contractualisation de ce marché est conditionnée à l'obtention d'une subvention financière de l'État, ainsi l'Ineris informe les candidats qu'il ne dispose pas, au moment de la publication de cette consultation, des fonds nécessaires à l'acquisition du matériel et que la décision finale de l'octroi, à l'Ineris, de la subvention demandée ne sera connue qu'en fin d'année 2025 après étude par les autorités du compte-rendu de commission de choix.

Ainsi l'Ineris ne s'engage-t-il pas à donner suite à cet appel-d'offres.

Article 2. PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ ET DES NOTIFICATIONS

2.1. Forme et procédure

La présente consultation concerne un marché de fournitures et de services associés conclu selon une procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

La forme du marché est simple, et correspond à l'acquisition de l'équipement et de ses prestations de bases associées telles que sa livraison, son installation et sa mise en service et la formation initiale des opérateurs à son fonctionnement.

2.1. Allotissement

Conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique, l'Ineris décide de ne pas allouer ce marché car « la dévolution en lots séparés [...] risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations »

2.2. Forme des notifications

La notification au Titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est faite par échanges dématérialisés, transmission électronique (notamment mail, télécopie, moyen électronique) ou sur supports électroniques. Les modes de transmission utilisés doivent permettre de donner une date certaine de réception.

Article 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

3.1. Documents contractuels du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction, les pièces constitutives qui suivent prévalent dans l'ordre de priorité décroissant mentionné ci-après :

- La notification du marché ;
- L'acte d'Engagement réf AE - F25MICROGC et son annexe en un original complété, daté et signé par une personne habilitée de plein droit à représenter la société :

- Annexe DPGF valant annexe financière (Réf. DPGF- F25MICROGC)
- Le dossier de consultation de l'Ineris avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP – F25MICROGC)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP - F25MICROGC) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Ineris fait seul foi ;
 - Les conditions générales d'achat de l'Ineris ;
 - La charte fournisseur disponible sur le site internet de l'Ineris (www.ineris.fr);
 - La charte de déontologie de l'Ineris
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de prestations de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur à la date de la notification du présent marché public. (Ce document n'est pas joint au marché. Le Titulaire peut s'en procurer un exemplaire auprès de la Direction des Journaux Officiels ou sur le site du ministère des Finances, portail : www.marches-publics.fr;
- Les bons de commandes
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché
- L'offre technique du Titulaire dans toute ses dispositions conformes aux documents qui précèdent

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Sauf en cas d'erreur manifeste, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, il est expressément convenu entre les parties que les dispositions contenues dans le document de rang supérieur prévaudront pour les obligations se trouvant en conflit d'interprétation. Ces documents constituent l'intégralité du marché et des obligations de l'Ineris et du Titulaire.

Viendront s'ajouter aux documents constitutifs au fur et à mesure de leur passation, les marchés subséquents, et documents associés, passés sur le fondement du marché dans l'ordre décroissant de leurs dates de notification.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces du marché et des marchés subséquents est réputée non écrite. Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

3.2. Pièces à remettre au Titulaire

Par dérogation à l'article 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG/FCS, la notification du marché consiste en la remise, sans frais, au Titulaire d'une copie de l'acte d'engagement signé par l'Ineris. Cette remise est opérée par échange dématérialisé au travers de la plateforme dématérialisée des achats de l'État.

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité est remis, sans frais, sur demande écrite expresse du Titulaire par voie postale à l'agence comptable de l'Ineris.

Article 4. ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Charges Techniques Particulières de l'Ineris référencées à l'article 3.1 *supra*, et sont décrites comme suit :

- La fourniture du matériel,
- Les contrôles et tests en usine,
- La fourniture des programmes d'essai pour les contrôles et essais sur site,
- L'emballage et la livraison dans les locaux de l'Ineris,
- Le montage, le raccordement et l'installation dans les locaux de l'Ineris,
- Les contrôles et essais sur site,
- La fourniture de tous les documents nécessaires à l'exploitation, la maintenance et l'entretien de l'Équipement,

- La formation à l'utilisation de l'Equipement,
- La garantie de l'Equipement pour la durée indiquée au CCTP à compter de la réception finale et dont la date de démarrage correspond à la date de signature du PV de réception définitive de l'Equipement.

4.1. Prestations supplémentaires

Conformément à l'article R.2194-2 et R2194-3 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié lorsque des services supplémentaires, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le présent marché. Les montants supplémentaires induits ne pourront avoir pour conséquence de dépasser l'enveloppe financière maximum déterminée pour ce marché et mentionnée à l'acte d'engagement.

En fonction des besoins, l'Ineris peut demander au Titulaire du présent marché, la réalisation de prestations ponctuelles, après que le Titulaire ait établi un devis. Ces prestations devront être en lien avec l'objet principal du marché. Il pourra s'agir de devis pour réparation, pour accompagnement scientifique ou encore pour des formations complémentaires à celles comprises dans l'offre.

Ces prestations s'exécutent sur bons de commande après acceptation du devis par l'Ineris, avec confirmation des délais de réalisation.

4.2. Variantes

Les soumissionnaires sont tenus de remettre impérativement une offre conforme au Dossier de Consultation des Entreprises (offre de base).

L'Ineris autorise cependant la présentation de variantes techniques et financières.

Dans ce cas, les soumissionnaires doivent apporter toutes les justifications nécessaires sur la faisabilité de chaque variante proposée et sa crédibilité par rapport à l'offre de base.

Le nombre total de variantes est limité à 3. Les variantes doivent respecter les exigences minimales suivantes :

- Variante technique : Il ne pourra s'agir que d'une solution dont les résultats devront a minima être équivalents ou supérieurs à ceux attendus et décrits au cahier des charges. Dans ce cas, les soumissionnaires doivent apporter toutes les justifications nécessaires sur la faisabilité de la variante technique proposée et sa crédibilité par rapport à l'offre de base.

Par exemple, le candidat pourra proposer une variante pour

- Proposer un équipement d'occasion ou de démonstration plutôt qu'un appareil neuf.
- Proposer l'utilisation de matériaux recyclés et ou issus du réemploi en remplacement du neuf.
- Proposer l'utilisation de techniques permettant de limiter la production de déchets.

- Variante financière : Elle peut porter sur l'échéancier de paiement figurant à l'article 20.1 du présent document ET doit être associée à une optimisation financière par rapport au montant financier de l'offre de base. Le soumissionnaire proposera alors des termes de paiement acceptables, soit des termes rattachables à une réception précise ou un livrable documentaire spécifique et non pas de type « avance à la commande ; % à la réception partielle ; ... ».

Elle peut également porter sur une proposition de formule de révision des prix des prestations supplémentaires éventuelles, dans ce cas le candidat indiquera très précisément l'index du mois de l'offre et la date limite de validité des prix offerts en réponse à la consultation.

Modalités de présentation :

Chaque variante fait l'objet d'un chiffrage et d'une offre séparée et est présentée sous un dossier et une offre financière séparée et intitulée « variante 1 ou 2 ou 3 ».

Les variantes seront jugées conformément aux critères définis dans le règlement de consultation pour l'offre de base.

Dans le présent dossier il est demandé aux candidats de chiffrer une offre de base et si possible, une variante comportant selon les possibilités des candidats les éléments dont la liste figure au Cahier des Charges Techniques.

Article 5. CLAUSES DE REEXAMEN

Conformément aux L2194-1 du Code de la commande publique relatif aux marchés publics, des clauses de réexamen sont prévues dans les conditions suivantes :

- Nécessité de prolonger la durée d'exécution du contrat ;
- Modification de la réglementation applicable entraînant une modification des prestations initialement prévues ;
- Changement de dénomination du Titulaire ;
- Fusion, acquisition, cession de l'entreprise Titulaire entraînant un transfert des droits et obligations du marché vers une nouvelle société ;
- Ajustement des pièces du marché en cas d'erreur matérielle

Article 6. OBLIGATIONS DES PARTIES

6.1. Obligations du Titulaire

6.1.1. Obligation de résultat

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la prestation relative au marché et respecter cette obligation de résultat.

6.1.2. Dépôt des pièces administratives

Précision : la procédure décrite ci-dessous ne se substitue pas à celle prévue au Règlement de Consultation concernant la fourniture, par l'ensemble des soumissionnaires, des documents obligatoires dans leurs réponses à l'appel d'offre initial.

La procédure décrite ci-dessous ne s'applique qu'au(x) Titulaire(s).

Conformément à l'article D. 8222-5 du code du travail, le Titulaire du marché doit obligatoirement remettre au représentant du pouvoir adjudicateur, tous les 6 mois, à compter de la date de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 143-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Dans l'objectif de moderniser et de faciliter la transmission des documents administratifs et pour respecter l'obligation de vigilance imposée par le Code du Travail, il est demandé à chaque Titulaire, après la notification du marché et pendant toute la durée de son exécution, de les transmettre sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>.

Si le Titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

En cas de non remise des documents susmentionnés, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire, par écrit, une mise en demeure de remettre ces documents, assortie d'un délai.

En cas de mise en demeure restée infructueuse, et de non remise des documents dans le délai fixé, le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à une indemnité.

Le Titulaire est tenu de fournir, sur la plateforme, les documents suivants :

- 1/ Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers datant de moins de trois mois
- 2/ Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions
- 3/ La liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation du travail en France
- 4/ Assurance Responsabilité Civile professionnelle, en cours de validité, avec tableau des garanties
- 5/ Attestation de travailleur régulier
- 6/ Attestation de régularité fiscale

6.2. Obligations de l'Ineris

Le cas échéant, l'Ineris mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché, ainsi que les moyens définis ci-après.
Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

Article 7. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

7.1. EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

L'Ineris, sous tutelle du ministère en charge de la transition écologique et solidaire porte une attention particulière aux dispositions prises par ces Titulaires de marchés en faveur de la protection de l'environnement et de la responsabilité sociétale.

Le Titulaire doit respecter et mettre en œuvre toutes les lignes directrices et politiques qui sont fixées par l'Ineris notamment selon les principes et considérations environnementaux suivants :

- Sobriété énergétique et recours aux énergies renouvelables
- Réduction des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques
- Recours aux écolabels et autres signes distinctifs de la qualité environnementale des produits, services, travaux
- Exclusion des produits issus de la déforestation importée
- Suppression des produits en plastique à usage unique.

Le Titulaire s'engage à ce que tous les documents livrables du présent marché soient mis à disposition au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FCS, PEFC ou équivalent).

Le Titulaire s'engage à réaliser le tri et le recyclage des matériels informatiques et/ou produits créés au cours de l'exécution du présent marché.

Le candidat est invité à démontrer dans son offre qu'il privilégie des outils, supports et cycles de vie des produits, modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO2. Il démontre la performance énergétique des équipements de son offre.

LOI AGECE

Economie circulaire : allongement de la durée de vie, réparabilité, produits issus du réemploi / réutilisation, contenu recyclé, économie de la fonctionnalité, prévention de la production de déchets et valorisation des déchets, etc.

Le candidat s'engage notamment à ce que l'Équipement soit livré dans un emballage constitué de matières recyclées ou recyclables, ou un emballage réutilisable.

L'indice de réparabilité du poste de travail proposé doit être supérieur ou égal à 7/10, calculé en utilisant les grilles de calcul mises à disposition sur le site <https://www.ecologie.gouv.fr/indice-reparabilite>.

Communication du BEGES et plan de transition associé du titulaire

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'[article L.229-25 du code de l'environnement](#) afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis *, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique dans son offre son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'[arrêté du 25 janvier 2016](#) relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'[article L. 225-102-1 du code de commerce](#) ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document. »

**Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes.*

7.2. Considérations Sociales

Le Titulaire démontre dans son offre qu'il veille à promouvoir le progrès social et à lutter contre les exclusions via :

- L'insertion par l'activité économique des publics éloignés de l'emploi incluant le recours aux marchés réservés et la passation de marchés dimensionnés aux capacités financières, techniques et organisationnelles des acteurs inclusifs ;
- L'insertion par l'emploi des publics sous-main de justice ;
La formation sous statut scolaire de jeunes en situation de décrochage scolaire ;
- La promotion de l'égalité femmes-hommes ;
- Les achats « éthiques » conformes au devoir de vigilance des entreprises et à la traçabilité sociale des chaînes d'approvisionnement des marchés.

Les sociétés candidates de plus de 5 000 salariés présentent leur plan de vigilance, mis en œuvre pour prévenir les atteintes graves aux droits humains et à l'environnement dans leur chaîne d'approvisionnement.

7.3. Conformité aux normes

Il est attendu du candidat qu'il indique dans son offre qu'il dispose d'une certification sur une de ces normes ou équivalent :

- **ISO1404X** qui portent sur l'analyse du cycle de vie afin d'évaluer l'impact carbone et environnemental d'un produit sur l'ensemble de son existence.
- **ISO14015** qui se concentre sur l'évaluation environnementale du secteur industriel pour anticiper les risques de pollution.
- **ISO14025** qui encadre l'étiquetage et le packaging environnemental des produits afin d'assurer une communication transparente aux consommateurs.
- **ISO14064** qui permet de mesurer et gérer les émissions de gaz à effet de serre.
- **ISO 26000** en matière de responsabilité sociétale des entreprises ces normes guident notamment les organisations dans l'intégration de pratiques socialement responsables. Et ce, en proposant une méthode de mise en œuvre et d'appropriation de la RSE. Non éligibles à la certification ces normes soutiennent les entreprises dans leur démarche volontaire contre le changement climatique et de protection de l'environnement.
- **ISO 50 000** performance énergétique ces normes regroupent un ensemble de standards pour l'amélioration de la performance énergétique des entreprises et des organisations. Elles visent à

aider les structures à optimiser leur consommation énergétique, à identifier les sources d'économies potentielles et à mettre en place des stratégies durables pour la réduction de l'empreinte énergétique. **ISO 50001** sert de référence et permet aux entreprises d'instaurer un système de gestion énergétique efficace. Et ce, en listant les bonnes pratiques pour limiter leur consommation tout en améliorant leur compétitivité.

- **SO 59000 : Economie circulaire**

Les normes ISO 59000 regroupent un ensemble de conseils qui favorisent la transition vers une économie circulaire. L'ISO 59004 établit ainsi des définitions clés comme celles de « fin de vie », « déchets » et « taux de recyclage ». De son côté, l'ISO 59010 propose des recommandations concrètes pour passer d'un modèle économique linéaire (production-consommation-rejet) à un modèle circulaire, où les ressources sont ré-utilisées. Enfin, la norme ISO 59020 fournit des lignes directrices pour mesurer la performance de l'économie circulaire au sein des organisations.

L'Équipement devra être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France et notamment de sécurité électrique (électrification et échauffement). Elle présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Elle devra être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément de l'Équipement sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Seront également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs à l'Équipement.

7.4. Connaissance des lieux et de l'environnement

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent marché, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables, avoir relevé sur place ou avoir demandé à l'Ineris tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne le contexte spécifique du présent marché.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités de la prestation.

7.5. Moyens matériels

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité les moyens matériels nécessaires à l'exécution du marché.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les moyens matériels appartenant à l'Ineris qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des moyens matériels appartenant à l'Ineris étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité.

7.6. Horaires

Les horaires d'ouverture du site de l'Ineris sont de 7h30 à 18 :30 pour le site de Verneuil en Halatte, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par l'Institut.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

Lundi 10 novembre 2025.

Du 29 décembre au mardi 31 décembre 2025.

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

Article 8. SECURITE

L'Ineris a défini, selon les dispositions du Code du Travail – Articles R. 4515-11 à R. 4515-15, une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans ses établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le Titulaire du marché devra respecter.

L'Ineris pourra s'assurer, auprès des salariés du Titulaire du marché et de ses sous-traitants, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au Titulaire du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre, par le Titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

Article 9. QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001 et ISO 14001 (dernières versions en vigueur). Il établira un Plan d'Assurance Qualité particulier (PAQp) relatif à la prestation.

L'Ineris se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité.

A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel Ineris ou mandaté par l'Institut. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente à l'Ineris, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

Article 10. REMISE DES LIVRABLES

10.1. Livrables relatifs à l'Équipement

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre à l'Ineris l'ensemble des livrables documentaires mentionnés dans le CCTP.

10.2. Validation des livrables

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation de l'Ineris. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques de l'Ineris.

L'Ineris disposera d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables. En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour l'Ineris, les demandes de rectifications formulées par l'Ineris, ceci dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par l'Ineris.

Le fait que l'Ineris approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

Article 11. INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, le Titulaire désigne dans son offre les interlocuteurs suivants :

Responsable technique
Responsable sécurité

Article 12. LIVRAISON

12.1. Conditions de livraison

La livraison de l'Équipement s'effectue dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS, à l'adresse indiquée dans le CCTP.

12.2. Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport de l'Équipement sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS.

L'équipement sera livré dans un emballage constitué de matières recyclées ou recyclables ou réutilisable. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété.

Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Fourniture en provenance de France ou Union Européenne

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, l'emballage, l'assurance et le déchargement sur le site de l'Ineris, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété.

Fourniture en provenance d'un pays hors UE

La Fourniture commandée dans le cadre du présent marché est livrée selon l'Incoterm DDP – Ineris Verneuil en Halatte - Incoterms® ICC 2020 à l'adresse indiquée dans le CCTP ou à défaut dans le RC.

Article 13. MONTAGE, INSTALLATION, CONTROLES TECHNIQUES, ESSAIS SUR SITE

Le Titulaire affecte aux travaux de montage, mise en service et essais sur le site, le personnel qualifié et les moyens appropriés pour en assurer la bonne exécution, le contrôle et les essais de bon fonctionnement.

13.1. Montage et installation

La prestation de montage sera réalisée par le Titulaire.

Avant le début de la prestation de montage sur site, le personnel du Titulaire devra d'obtenir son autorisation de travail sur site.

En fin de prestations, le Titulaire procédera au nettoyage de l'emplacement de son chantier afin de le laisser dans un parfait état de propreté.

13.2. Contrôles techniques par un organisme agréé à la charge du Titulaire

Conformément aux dispositions prévues dans les Spécifications Techniques, le Titulaire prendra à sa charge les contrôles de conformité et contrôles techniques.

Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remettra à l'Ineris les procès-verbaux de contrôle de conformité de l'Équipement qu'il aura réalisé, établis le cas échéant par un organisme agréé.

Ce bordereau devra être exempt de toute réserve.

13.3. Essais sur site

Les essais sur site de l'Équipement seront effectués conformément aux prescriptions définies notamment par les Spécifications Techniques du présent marché. Les essais seront réalisés par le Titulaire conformément au programme d'essais soumis à l'accord préalable de l'Ineris un mois avant la réalisation des essais.

Article 14. FORMATION DU PERSONNEL

Le Titulaire assurera la formation initiale du personnel Ineris chargé d'utiliser l'Équipement, ses accessoires et ses outillages associés, conformément aux dispositions prévues dans les Spécifications Techniques.

Le Titulaire s'engage à fournir, lors de l'exécution des prestations de formation des utilisateurs, toute la documentation, rédigée en langue française, associée à ces prestations et notamment les supports individuels. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

Article 15. RECEPTIONS

Le Titulaire est à l'initiative de la réception. Toutes les opérations qui y concourent lui incombent.

15.1. Réception de l'Équipement

La réception sera prononcée après livraison, mise en service, essais sur site satisfaisants et acceptation par l'Ineris de l'Équipement et de l'ensemble des livrables établis en exécution du marché, conformément aux conditions prévues dans les documents du marché.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties sauf pour les prestations ne nécessitant qu'un examen sommaire, pour laquelle la réception est prononcée immédiatement par l'Ineris à la suite de leur exécution.

La réception, prononcée sans réserve, emporte transfert de propriété de l'Équipement au bénéfice de l'Ineris ainsi que date de démarrage de la garantie.

En cas de non-conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, l'Ineris se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, l'Ineris notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition de l'Ineris. Si le Titulaire formule des observations, l'Ineris dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

15.1. Vérification

La vérification définitive (admission) est soumise à la reproduction à l'installation sur site, des performances annoncées en réponse à la présente consultation.

15.2. Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

15.3. Réception des prestations de garantie

La réception des prestations de garantie sera prononcée après l'établissement du(des) rapport(s) d'intervention et acceptation des prestations par l'Ineris.

Article 16. GARANTIE

16.1. Garantie de l'Équipement

16.1.1. Durée de garantie

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS et nonobstant la garantie légale, l'Équipement est garanti 2 ans (deux ans) à dater de la signature du PV de réception définitive, contre tout vice de matière, de fabrication, de montage et de fonctionnement, en conformité avec les spécifications techniques du cahier des charges. Cette garantie couvre les pièces (hors consommables), la main d'œuvre, les transports et les déplacements et porte sur l'ensemble de l'Équipement, y compris les parties éventuellement sous-traitées.

La durée de la garantie de l'Équipement sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Équipement n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par l'Ineris.

16.1.2. Nature de la garantie

Le titulaire garantit expressément de l'ensemble de l'équipement tel qu'il est défini dans le présent contrat. Cette garantie se substitue à tout autre garantie, expresse ou implicite, y compris les garanties impliquées de vente et d'adéquation pour l'usage prévu, mais non limitées à celles-ci. En outre, les mentions ci-dessous constitueront l'obligation unique et les recours exclusifs de l'Ineris en cas de violation par le Titulaire des garanties énoncées ci-après.

a) Matières et fabrication : le titulaire garantit à l'institut que tous les équipements fabriqués sont exempt de défauts de matière et de fabrication. Le titulaire répare ou remplace à son gré toute marchandise retenue comme défectueuse par l'Ineris si celui-ci le notifie pendant la période de garantie.

b) Pièces réparées/remplacées pendant la période de garantie des équipements : tout équipement, composant ou pièce de composant remplacé ou réparé selon cette garantie, est garanti par le titulaire pour une durée égale au reliquat de la période de garantie initiale.

16.1.3. Périmètre de la garantie

La garantie couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Spécifications Techniques. La garantie s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire.

Au cas où l'Ineris apporterait sans l'autorisation du Titulaire des modifications à l'Équipement pendant la période de garantie, seules les non-conformités ou erreurs apparaissant sur une version non modifiée de l'Équipement seront garanties. De même, la garantie ne pourra s'exercer en cas d'utilisation par l'Ineris non conforme aux instructions du Titulaire.

16.1.4. Délais d'intervention pendant la garantie

Pendant la période de garantie de l'Équipement, le Titulaire s'engage à intervenir dans les délais suivants :

- en cas d'anomalie bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de 2 jours ouvrables, faisant suite à l'appel de l'Ineris,
- en cas d'anomalie semi-bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de 5 jours ouvrable, faisant suite à l'appel de l'Ineris,
- en cas d'anomalie non bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de 10 jours ouvrables, faisant suite à l'appel de l'Ineris.

Dans tous les cas, le Titulaire s'engage formellement à résoudre ou faire résoudre à ses frais les non-conformités ou erreurs constatées dans les délais les plus brefs, et en tout état de cause, à avoir mis en place une solution permettant de contourner les anomalies bloquantes dans les 4 jours ouvrables, faisant suite à l'appel de l'Ineris et les anomalies semi-bloquantes dans les 10 jours ouvrables. Cette solution ne libère pas le Titulaire de son obligation de résoudre les anomalies et les non-conformités.

On entend par :

- anomalie bloquante : toute anomalie rendant impossible l'utilisation de tout module de l'Équipement,
- anomalie semi-bloquante : toute anomalie ne permettant le fonctionnement de tout module de l'Équipement que pour une partie de ses fonctionnalités,
- anomalie non-bloquante : toute anomalie permettant de poursuivre l'exploitation complète de l'Équipement dans l'ensemble de ses fonctionnalités, même si cela se fait au moyen d'une procédure inhabituelle.

16.1.5. Réparation en atelier

S'il le juge nécessaire, le Titulaire pourra, exceptionnellement et avec l'accord de l'Ineris faire effectuer les réparations dans ses ateliers ou dans ceux de ses sous-traitants.

Dans ce cas, le Titulaire sera responsable de la garde et de l'emploi de l'Équipement, propriété de l'Ineris à compter de sa prise en charge sur le site de l'Ineris et après signature d'un procès-verbal émis par l'Ineris et signé contradictoirement par les Parties.

Les risques seront de nouveau transférés à l'Ineris au moment de la signature contradictoire par les Parties du procès-verbal de retour de l'Équipement sur le site de l'Ineris.

Le Titulaire a la charge de tous les frais liés au transport de l'Équipement (frais d'emballage, de transport et d'assurance aller et retour).

16.2. Garanties des interventions sur l'Équipement

Chaque intervention sur l'Équipement dans le cadre de la garantie (pièces détachées, main-d'œuvre et déplacements) fera l'objet d'une garantie d'une durée de DOUZE (12) mois à compter de la date de réception de ladite intervention.

La durée de cette garantie sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Équipement n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par l'Ineris du fait de cette intervention.

16.3. Garantie de maintenance

Le Titulaire s'engage à maintenir la connaissance de l'Équipement et la disponibilité des pièces détachées correspondantes pendant une durée minimum de 10 (dix) ans à compter de la date de la réception de l'Équipement, afin de pouvoir répondre de manière satisfaisante à d'éventuelles demandes d'entretien ou de réparation.

Article 17. DELAIS - DUREE

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du marché (envoi de l'acte d'engagement signé par l'Ineris).

17.1. Délais d'exécution

Le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés dans son offre et repris dans son Acte d'Engagement qui fixe ces délais contractuellement.

17.2. Durée du marché

Le marché débute à compter de sa date de notification pour la durée utile à l'exécution des prestations de livraison et de mise en service par le Titulaire, cette durée ne pourra pas excéder 12 mois.

17.3. Reconduction

Sans objet.

Article 18. MONTANT

18.1. Montant total du marché

Le montant total du marché est mentionné par le Titulaire dans son acte d'engagement. Ce montant est détaillé obligatoirement comme suit :

Ce montant se décompose a minima comme suit :

- Le spectromètre
- La licence (multi-utilisateurs) pour le logiciel d'acquisition et de traitement des données
- Le transport et livraison à l'Ineris situé à Verneuil-en-Halatte (60),
- L'installation du matériel sur site avec essais et réglages,
- La mise en service sur site avec le personnel Ineris concerné,
- La formation sur site des utilisateurs,
- La garantie 24 mois incluse,

Le prix de l'Équipement est obligatoirement DDP - Incoterms® ICC 2020.

Le candidat pourra ajouter au BPU autant de lignes qu'il lui sera nécessaire pour son chiffrage.

18.2. Partie Supplémentaire éventuelle

Si le candidat propose des options et/ou des prestations supplémentaires éventuelles elles sont obligatoirement séparées dans l'annexe financière.

Les consommables

Les pièces de rechange exclues de la garantie et/ou du contrat de maintenance (si aucune pièce de rechange n'est mentionnée dans le BPU, par défaut elles seront toutes considérées comme incluses)

Les extensions de garantie

Les coûts d'intervention du SAV

Les contrats de maintenance préventive.

18.3. Caractère des prix

Les prix mentionnés dans l'offre du Titulaire et dans son acte d'engagement sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre. Le montant de l'Équipement visé à l'acte d'engagement du Titulaire a un caractère ferme et forfaitaire.

18.4. Modalités de variation des prix

Le prix de l'équipement et des prestations associées à sa livraison est ferme et non actualisable.

18.5. Contenu des prix

Les prix sont détaillés dans l'Annexe financière à l'Acte d'Engagement, ils sont établis hors TVA.

Ils tiennent compte de toutes les sujétions nécessaires à l'exécution des prestations, et en particulier :

- Des charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations,
- Les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison et au déchargement.
- Des marges pour risques et marges bénéficiaires,
- De tous frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du Titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations,
- Des prestations de service en rapport avec l'objet du marché,
- Du coût des droits de propriété intellectuelle cédés conformément au marché,
- Des frais de conception et de remise des livrables tels que décrits au CCTP,
- Toutes les dépenses nécessaires à la réalisation de l'ensemble des prestations (TVA à l'importation et frais de douanes le cas échéant).

Article 19. REGIME FISCAL ET DOUANIER (le cas échéant si marché à l'étranger)

19.1. Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

L'importation de l'équipement objet du marché entre dans le champ d'application de la TVA française en vertu des dispositions des article 32 et 60 de la Directive 2006/112/CE.

Conformément aux dispositions de l'article 201 de la même Directive, l'importateur est redevable de la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. L'importateur acquittera les droits de douane et la TVA due à l'importation, directement auprès de la Douane française.

La prestation de transport sera comprise dans le montant de l'assiette de la TVA, en application de l'article 292 du Code Général des Impôts. Celle-ci est constituée par la valeur définie par la législation douanière, conformément à l'article 71 du Code des Douanes de l'Union.

19.2. Régime douanier :

Le Titulaire s'engage à livrer à l'Ineris les biens après dédouanement à l'exportation et à prendre en charge l'obtention des éventuelles licences d'exportation de l'Équipement objet du présent marché.

Le Titulaire s'oblige à indiquer sur les documents commerciaux le numéro de nomenclature douanière ainsi que l'origine de la marchandise et le pays de dernière provenance.

Article 20. CONDITIONS DE FACTURATION

20.1. Echancier de facturation

Le montant du présent marché sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant :

Approvisionnements et installation

- 70 % du montant HT et les taxes correspondantes à la livraison et à la fin d'installation et mise en service.

Réception et documentation technique de l'Equipement

- le solde (30 % du montant HT des prestations) après :

- fourniture de l'ensemble de la documentation technique incluant la conformité CE.
- réalisation des essais de réception et
- la validation par l'Ineris de la conformité des résultats obtenus.

(Cette validation valant réception définitive fixe également la date de démarrage de la garantie. Elle sera actée par la signature d'un procès-verbal signé par les deux Parties qui sera jointe à sa facture par le Titulaire pour paiement du solde).

Les contrats de maintenance seront réglés annuellement terme à échoir.

20.2. Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

20.3. Avance

20.3.1. Conditions de versement et de remboursement

Conformément à l'article L2191-3 du Code de la Commande Publique, une avance peut être versée au Titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

20.3.2. Garanties financières de l'avance

Une garantie financière sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

20.4. Acompte

Sans objet.

20.5. Solde

Le solde ne pourra être payé qu'après l'admission de l'ensemble des prestations mentionnées au CCTP.

20.6. Clause butoir

Néant

20.7. Présentation des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées à l'Ineris via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire ou le co-traitant au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- L'identifiant de l'Ineris (= N° de SIRET)
- le n° du marché : F25MICROGC.

Toutes les factures émises portent la référence du marché.

Article 21. CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de 60 jours à compter de leur date de réception par l'Ineris, pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation de l'Ineris (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

21.1. Paiements des co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

21.2. Répartition des paiements en cas de sous-traitance

En cas de sous-traitance, les prix des prestations sous-traitées figureront dans les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et seront déduits du prix de règlement au Titulaire.

21.3. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Pour les sous-traitants, le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par l'Ineris à chaque sous-traitant concerné ; cette somme inclut la T.V.A.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au Titulaire.

Cette demande de paiement, revêtue de l'acceptation du Titulaire du marché, est transmise par ce dernier à l'Ineris.

L'Ineris avise le sous-traitant de la date de réception de la demande de paiement envoyée par le Titulaire et lui indique les sommes dont le paiement à son profit est accepté par ce dernier.

Dans le cas où le Titulaire n'aurait ni opposé un refus motivé à la demande de paiement du sous-traitant, ni transmis celle-ci à l'Ineris, dans un délai de quinze jours à compter de sa réception, le sous-traitant envoie directement sa demande à l'Ineris par lettre recommandée avec avis de réception postale ou la lui remet contre récépissé dûment daté ou inscrit sur un registre tenu à cet effet.

L'Ineris met aussitôt en demeure le Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception postal, de lui faire la preuve dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette lettre, qu'il a opposé un refus motivé à son sous-traitant.

Dès réception de l'avis, le pouvoir adjudicateur informe le sous-traitant de la date de cette mise en demeure. A l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent, au cas où le Titulaire ne serait pas en mesure d'apporter cette preuve, l'Ineris, paierait les sommes dues au sous-traitant dans un délai maximum de 60 jours net.

Article 22. Sous-traitance

Le Titulaire pourra, le cas échéant, recourir à des entreprises intervenantes pour l'exécution du présent marché et dans cette hypothèse, en demandera préalablement l'autorisation par écrit, à l'Ineris.

Le Titulaire restera, en tout état de cause, le seul responsable de l'exécution du marché et s'engage à faire respecter par ses sous-traitants toutes les obligations au titre du présent marché.

Il est précisé que la sous-traitance totale du marché est interdite.

La demande d'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance devront être adressés à l'Ineris (à la personne en charge du suivi de l'exécution du marché) au plus tard 20 jours calendaires précédents l'intervention prévue du sous-traitant.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le candidat remet avec son offre un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance. Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance, la date d'établissement des prix et le régime des avances, les réfections, les pénalités, toutes ces conditions ne pourront pas déroger aux conditions prévues au présent CCAP.

Article 23. CONFIDENTIALITE

23.1. Confidentialité des informations :

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peut l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Toutefois, n'est pas considérée confidentielle toute information :

1. Qui était dans le domaine public au moment de sa divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendue publique pendant l'exécution du marché ;
2. Signalée comme présentant un caractère non confidentiel et relative aux prestations du marché ;
3. Qui a été communiquée au titulaire du marché par un tiers ayant légalement le droit de diffuser cette information, comme le prouvent des documents existant antérieurement à sa divulgation par l'acheteur.

Le Titulaire est tenu au secret professionnel (article 226-13 du code pénal) pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers informatiques ou non, et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du marché et des marchés subséquents. Il s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord écrit de l'Ineris.

Le Titulaire doit respecter toutes les dispositions issues de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et notamment ses articles 34 et 35.

A ce titre, le Titulaire doit tout particulièrement veiller à :

- Ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne pas communiquer les produits réalisés, documents et fichiers à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, ainsi que le personnel chargé par le Titulaire d'exécuter les prestations ;
- Prendre toutes mesures de sécurité matérielle permettant de conserver les fichiers informatiques utilisés dans le cadre du présent marché et d'éviter toute dégradation et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci ;
- Ne conserver aucune copie des produits réalisés, des documents, des fichiers informatiques ou qui lui ont été confié à l'issue du marché et produire l'attestation de la destruction de ces données, dûment signée par une personne habilitée.

Il doit également faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants. Il conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article, afin d'assurer notamment la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité conformément à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'Ineris se réserve le droit de procéder à toutes vérifications qui lui paraîtraient utiles pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le Titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, il se

réserve notamment le droit de demander, à tout moment, au Titulaire, communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

Article 24. PROPRIETE INTELLECTUELLE

24.1. Propriété des résultats

24.1.1. Connaissances propres

24.1.1.1. Connaissances Propres de l'Ineris

L'accès par le Titulaire aux Connaissances Propres de l'Ineris ou leur communication au Titulaire dans le cadre du Marché n'emporte aucun transfert de propriété vers le Titulaire.

En conséquence, le Titulaire et ses fournisseurs ainsi que les Sous-traitants éventuels s'interdisent de copier ou de reproduire tout ou partie des Connaissances Propres de l'Ineris ou de les utiliser par quelque moyen et sous quelque forme que ce soient, autrement que dans le cadre de ce qui a été expressément stipulé dans le Marché.

Cette utilisation ne peut en tout état de cause intervenir qu'à titre non exclusif et non transférable et pour les seuls besoins et la seule durée du Marché.

24.1.1.2. Connaissances Propres du Titulaire

La mise en œuvre des Connaissances Propres du Titulaire pour l'exécution du Marché n'emporte aucun transfert de propriété au profit de l'Ineris.

Le Titulaire concède à l'Ineris les droits d'utilisation de ses Connaissances Propres nécessaires à l'utilisation et/ou à l'exploitation des Résultats issus de l'exécution du Marché.

Ces droits sont concédés à l'Ineris pour la durée nécessaire à l'utilisation et/ou à l'exploitation des Résultats.

Le prix de la concession des droits de propriété intellectuelle sur les Connaissances Propres est forfaitairement inclus dans le prix versé au Titulaire en exécution du Marché.

24.2. Résultats

24.2.1. Transfert des droits de propriété intellectuelle - savoir-faire

Les droits de propriété intellectuelle et/ou le savoir-faire afférents aux Résultats deviennent la propriété exclusive de l'Ineris, au fur et à mesure de leur conception, et ce quand bien même ces Résultats n'auraient pas encore été communiqués par le Titulaire à l'Ineris.

Ce transfert de propriété concerne le savoir-faire et l'ensemble des droits de propriété intellectuelle (droits de propriété industrielle et droits de propriété littéraire et artistique) pour le territoire du monde entier, pour la durée de validité desdits droits, sans limitation d'aucune sorte et pour toutes sortes d'utilisation et/ou d'exploitation dans tout domaine d'application (tel que notamment scientifique, technique, industriel).

Le prix de cession des droits de propriété intellectuelle sur les Résultats du transfert du savoir faire et de cession des droits de propriété corporelle sur leurs supports sont forfaitairement inclus dans le prix versé au Titulaire en exécution du Marché.

24.2.2. Cas spécifiques des œuvres et des logiciels

Si les Résultats du Marché bénéficient d'une protection au titre du Livre premier du code de la propriété intellectuelle, le Titulaire cède à titre exclusif ses droits patrimoniaux afférents aux Résultats.

Ces droits comprennent, de manière non limitative, les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation, d'adaptation et d'exploitation, en ce compris les droits voisins et les droits sui generis de producteurs de bases de données, et ce pour les modes d'exploitation visés ci-après, étant précisé que :

- le droit de reproduction comporte notamment le droit de dupliquer, imprimer, enregistrer, fixer les Résultats, par tous moyens, sous toutes formes et sur tous supports, notamment informatiques, numériques, magnétiques, optiques, papier (documentation technique, photocopies, éditions de livres, posters, affichettes, journaux, périodiques), télématiques, vidéographiques, télévisuels, cinématographiques, photographiques, ou sur tout autre support, connus ou non encore connus, en

nombre d'exemplaires illimité, par tout moyen présent et à venir, ou sur tous réseaux informatiques, privatifs ou ouverts au public (Internet, Intranet...), ainsi que le droit d'exécution matérielle répétée (notamment d'un plan) par tous moyens ;

- le droit d'adaptation comporte le droit d'adapter tout ou partie des Résultats, d'arranger, de transformer, de traduire en tout langage, de modifier de toute autre façon les Résultats notamment par suppression, ajout, intégration totale ou partielle dans une autre œuvre, y compris aux fins de réaliser une œuvre composite ou dérivée, et de reproduire, utiliser et exploiter comme défini au présent article les œuvres en résultant ;

- le droit de représentation comporte notamment le droit de représenter ou de faire représenter publiquement les Résultats dans leur version d'origine ou dans une version modifiée telle que visée ci-dessus, par tous procédés connus ou non encore connus, tels que la publication, l'exposition publique ou privée, la télédiffusion, la communication sur tous réseaux informatiques privatifs ou ouverts et/ou, pour toute manifestation à caractère privé ou public, interne ou externe ;

- le droit d'exploitation comporte notamment le droit de commercialiser, le droit de mise sur le marché, le droit d'éditer et de rééditer, tout ou partie des Résultats, sur tous supports par tout moyen et sous toutes formes mentionnées ci-dessus, à des fins commerciales, techniques, publicitaires, de les déposer en tant que marque, dessins et modèles ou autres, de les distribuer, louer, à titre gratuit ou onéreux, prêter, ou d'assurer toute prestation de service utilisant directement ou indirectement les Résultats, et/ou d'accorder à des tiers, tant en France qu'à l'étranger, à titre gratuit ou onéreux, tout ou partie des droits tels que définis ci-dessus.

Si les Résultats consistent en des logiciels ou autres produits informatiques, les droits visés ci-dessus comportent également le droit d'utilisation des Résultats sur toutes unités centrales, serveurs, par un nombre quelconque d'utilisateurs et sur tous sites de l'Ineris, y compris pour le compte de filiales ou pour la fourniture de services en temps partagé, le droit de procéder à toute reproduction nécessaire aux actes de chargement, affichage sur écran, exécution, transmission, stockage, le droit de correction des erreurs, de suivi et de maintenance, le droit d'intégrer des interfaces, le droit de faire évoluer les logiciels y compris par tous tiers au choix de l'Ineris.

Le Titulaire s'engage par ailleurs à livrer à l'Ineris le code objet, le code source correspondant, les compilateurs, utilitaires, générateurs et autres outils utilisés, ainsi que la documentation associée. Dans l'hypothèse où le Titulaire n'en serait pas le propriétaire, il prend toute mesure pour permettre à l'Ineris d'accéder sans supplément de prix à ces outils.

24.2.3. Cas spécifique des brevets

Dans l'hypothèse où les Résultats seraient en tout ou partie brevetables, l'Ineris est seul en droit de déposer ou faire déposer par tout tiers de son choix, s'il le juge utile, en son nom et à ses frais, une ou plusieurs demandes de brevet couvrant tout ou partie des Résultats, et ce dans le territoire du monde entier, en mentionnant le nom du ou des inventeurs selon la législation du pays dans lequel la demande de brevet est déposée.

Le Titulaire apporte dans la limite de ses compétences, son assistance à l'Ineris pour déposer aux frais de ce dernier la où les demandes de brevets susvisée(s), les défendre et les maintenir en vigueur et s'engage à ce que chaque employé cité comme inventeur exécute toutes les formalités nécessaires au dépôt, à la délivrance et au maintien en vigueur des brevets.

24.3. Droits d'utilisation des Résultats

En conséquence de la cession des droits de propriété intellectuelle et du savoir-faire attachés aux Résultats, l'Ineris est seul en droit de les exploiter directement ou indirectement.

Ce droit d'exploitation exclusive ne concerne toutefois que les Résultats réalisés spécifiquement pour le compte de l'Ineris et non les Connaissances Propres mises en œuvre par le Titulaire aux fins ou dans le cadre de l'exécution du Marché.

L'Ineris peut se substituer, en tout ou partie par voie de cession, concession ou tout autre moyen juridique, tout tiers dans l'exercice desdits droits de propriété intellectuelle.

24.4. Utilisation de droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers

Le Titulaire doit informer l'Ineris de tous les droits de propriété intellectuelle détenus, par des tiers ou par lui-même, qui seraient nécessaires à l'exécution du Marché et à l'utilisation des Résultats.

Le Titulaire doit faire son affaire de l'obtention et, le cas échéant, fournir toutes justifications utiles à ce sujet, des droits d'utilisation nécessaires à l'exécution du Marché et à l'utilisation des Résultats.

En tout état de cause, le Titulaire s'interdit d'utiliser pour l'exécution du Marché tout produit, dispositif ou procédé couvert par un droit de propriété intellectuelle (brevet, dessin, modèle, marque, logiciel ou autres créations) détenu par un tiers, sans l'autorisation préalable du détenteur de ces droits ou de ses ayants droit.

Les droits et redevances afférents aux droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution du Marché et à l'utilisation des Résultats sont inclus dans le prix du Marché.

24.5. Garantie d'éviction

Le Titulaire garantit à l'Ineris qu'il détient tous les droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution du Marché et à l'utilisation des Résultats.

Le Titulaire garantit en particulier l'Ineris contre toutes conséquences dommageables résultant de toute revendication ou réclamation de tiers (y compris des salariés, collaborateurs et ayants droit du Titulaire) en lien avec les Résultats et en particulier tout préjudice direct et/ou indirect lié à la cessation d'utilisation des Résultats. Il s'engage à relever et garantir l'Ineris de toute condamnation prononcée à son encontre et à l'indemniser de l'ensemble des frais et indemnités supportés par l'Ineris en suite d'une décision de justice ou dans le cadre d'un accord amiable.

Dès que le Titulaire et/ou l'Ineris ont connaissance de l'existence d'une réclamation d'un tiers portant sur des droits de propriété intellectuelle susceptibles d'être utilisés pour l'exécution du Marché ou pour l'utilisation des Résultats, ils doivent s'en informer mutuellement et se concerter afin d'envisager les suites à donner. Le Titulaire s'engage à éviter toutes conséquences négatives pour l'Ineris pouvant résulter de ladite réclamation et en particulier éviter l'impossibilité temporaire ou partielle pour l'Ineris d'utiliser les Résultats. Le Titulaire fera en conséquence ses meilleurs efforts pour proposer à l'Ineris une solution alternative lui permettant de contourner la réclamation, que celle-ci lui apparaisse justifiée ou non.

24.6. Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire, en tant que professionnel averti, s'engage à informer l'Ineris de toutes les formalités ou exigences légales ou contractuelles nécessaires à l'exploitation paisible des Résultats.

Article 25. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 des CCAG-FCS et outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat de l'Ineris relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, l'Ineris peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

25.1. Pénalités pour retard d'exécution

Si le Titulaire ne respecte pas les délais de mise en service proposés dans son offre et acceptés par l'Ineris celui-ci sera redevable d'une pénalité de 500 (Cinq cents euros) du montant total hors taxes par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

25.2. Pénalités pour retard d'exécution lors des prestations de garantie de l'Equipement

En cas de retard du Titulaire sur les délais d'intervention ou de résolution prévus à l'article « Garantie de l'Equipement » du présent marché, celui-ci sera passible d'une pénalité de 300 EUROS par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

25.3. Pénalités pour non-respect des obligations en matière de sécurité

Si le Titulaire ne respecte pas les prescriptions du plan de prévention, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2 000 € HT (DEUX MILLE EUROS HORS TAXES) par constat ou manquement.

25.4. Pénalités pour sous-traitance non déclarée

Sans préjudice de l'application de sanctions légales, le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à l'application d'une pénalité de 1 000 euros par cas constaté.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à la résiliation de plein droit du marché et à l'octroi de dommages et intérêts au titre du préjudice subi.

25.5. Modalités d'application des pénalités et plafond

Les pénalités définies dans le présent article sont ;

- Toutes cumulables,
- Applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par l'Ineris.
- Cumulativement plafonnées à 20% (VINGT POUR CENT) du montant HT du marché.

Leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du marché. Dans l'hypothèse d'une résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

Article 26. ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le Titulaire s'engage à garantir l'Ineris pour tous les dommages causés aux biens et aux personnes pouvant résulter de l'intervention de ses collaborateurs pour la réalisation des prestations, quelle que soit la nature des sinistres causés.

Les polices souscrites tiennent compte notamment des préjudices liés à la divulgation d'informations confidentielles.

Le Titulaire s'engage à s'assurer, pour l'ensemble de ces dommages, auprès d'une compagnie d'assurance agréée et à fournir sa ou ses polices d'assurance sur demande de l'Ineris. En cas de sinistre, le Titulaire prend à sa charge le montant des franchises éventuelles prévues dans les polices souscrites.

Article 27. RESPONSABILITE

Le Titulaire s'engage à ce que les éléments livrés soient conformes au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Toutes les vérifications ou contrôles qui pourraient être effectués par l'Ineris n'exonèrent en rien la responsabilité du Titulaire au titre de ses obligations.

Toutes les prestations effectuées par le Titulaire le seront avec son personnel, son matériel ou le matériel mis à sa disposition qui est et restera sous sa seule et entière responsabilité.

Le Titulaire est responsable des dommages causés à l'occasion de l'exécution des obligations résultant du présent marché.

Le Titulaire garantit l'Ineris contre tous recours, contraventions, amendes qui pourraient s'exercer contre eux du fait de la non-observation par le Titulaire du droit des tiers ainsi que de la réglementation applicable au Titulaire notamment en matière d'hygiène et sécurité.

Le Titulaire garantit qu'il dispose de tous les droits sur les matériels nécessaires à la bonne exécution du marché.

Il est précisé que tous règlements amiables et transactions effectués par le Titulaire ou ses assureurs, sans l'accord de l'Ineris, sont inopposables à ce dernier.

Le Titulaire assurera, toutes les conséquences de la responsabilité civile qu'il encourt en application du droit commun vis-à-vis de l'Ineris en raison de tous dommages corporels et/ou matériels et/ou immatériels causés aux tiers par son propre personnel ou par tout bien meuble ou immeuble dont il aurait le contrôle, la direction ou la garde ou pour la part des obligations lui incombant.

Pour les prestations réalisées sur site, le Titulaire garantit l'Ineris contre tous recours et actions exercés contre ce dernier de ce chef, et ce aussi longtemps que la responsabilité de l'Ineris et ses entreprises hébergées pourra être recherchée.

Le Titulaire s'engage également à assister l'Ineris, à leur demande, dans tous les litiges qui pourraient l'opposer à un tiers du fait du présent marché.

La responsabilité du Titulaire est limitée aux dommages directs.

Article 28. CESSIION DU MARCHÉ

Le Titulaire doit informer l'Ineris de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession du marché et de ses marchés subséquents dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront réclamés par l'Ineris concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

L'Ineris peut s'opposer à cette cession, sauf lorsqu'il est fait application de la loi n°85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises, ou dans les cas de fusion, notamment lorsque l'activité du Titulaire est cédée à la seule condition que le repreneur présente au moins les mêmes compétences et garanties au regard de l'Ineris et que le cessionnaire accepte les conditions du marché.

En cas d'acceptation de la cession du marché par l'Ineris, un avenant constatant le transfert au nouveau Titulaire sera rédigé.

En cas de cession du présent marché, le Titulaire devra remettre à l'Ineris, dès la prise d'effet de la cession du marché et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession concernant les travaux effectués pour son exécution.

Suite à une décision légale et réglementaire, l'Ineris peut être obligé à transférer tout ou partie du marché.

Article 29. SAUVEGARDE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Si le Titulaire fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire, il doit en informer sans délai l'Ineris par courrier recommandé avec avis de réception ou tout autre dispositif ayant la même valeur probante.

Dans les deux jours suivant la notification du Titulaire, il sera procédé par l'Ineris et le Titulaire à un constat de l'état d'avancement du Marché. Ce constat contradictoire sera signé par l'Ineris et le Titulaire, en présence, le cas échéant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur.

L'Ineris demandera ensuite à l'administrateur judiciaire ou au liquidateur s'il entend poursuivre l'exécution du Marché conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Si l'administrateur judiciaire ou le liquidateur n'entend pas poursuivre l'exécution du Marché, il sera alors procédé à un nouveau constat de l'état d'avancement des prestations en présence de l'Ineris, du Titulaire, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur dans les huit jours suivant la décision de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur.

L'Ineris pourra, en outre, dans sa déclaration de créance chiffrer l'ensemble des préjudices qu'il subit du fait de la résiliation du Marché.

Article 30. RESILIATION

30.1. Dispositions générales

L'Ineris peut décider de résilier totalement ou partiellement le Marché dans les conditions prévues respectivement aux articles 32.2, 32.3, et 32.4 du présent CCAP.

La résiliation est notifiée par courrier recommandé avec avis de réception au Titulaire ou tout autre dispositif ayant la même valeur probante. En présence d'un GME, le courrier de résiliation est adressé au mandataire commun.

A la date d'effet de la résiliation, il est procédé à un constat de l'état d'avancement des prestations par l'Ineris et le Titulaire. Ce constat est signé par ces derniers et vaut procès-verbal de réception.

A première demande de l'Ineris, le Titulaire lui communique les Résultats, dans leur état à la date de la résiliation, et transfère à l'Ineris, à titre gratuit, tous ses droits de propriété matérielle sur les supports associés existants.

30.2. Résiliation pour inexécution ou manquement du Titulaire

Lorsque le Titulaire ne se conforme pas aux stipulations du Marché, il est mis en demeure par courrier recommandé avec avis de réception ou tout autre dispositif ayant la même valeur probante d'y satisfaire dans un délai déterminé.

Passé ce délai, si le Titulaire n'a pas satisfait à la mise en demeure, l'Ineris a la faculté de résilier le Marché. Cette résiliation intervient de plein droit par l'envoi d'un courrier en recommandé avec avis de réception ou tout autre dispositif ayant la même valeur probante, sans autre formalité et notamment, sans qu'il soit besoin de recourir au juge.

Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité. Il reste toutefois débiteur vis-à-vis de l'Ineris de toutes les conséquences préjudiciables pour l'Ineris de la résiliation du Marché et notamment, mais de manière non limitative, du retard et/ou de l'interruption des prestations et des surcoûts résultant de la conclusion d'un nouveau marché en remplacement du précédent.

Si l'Ineris souhaite le maintien des installations ou du matériel du Marché, il les rachète ou les loue au Titulaire. Les matériels et matériaux approvisionnés par le Titulaire sur les chantiers peuvent être acquis par l'Ineris aux prix du Marché.

Enfin, à la demande de l'Ineris, le Titulaire est tenu de lui céder les droits, titres ou engagements pris avec des tiers ayant pour objet l'exécution du Marché.

30.3. Résiliation pour motif d'intérêt général

L'Ineris, en sa qualité de personne publique, peut décider à tout moment de résilier le Marché sans formalités judiciaires soit partiellement, soit totalement pour motif d'intérêt général.

Dans ce cas, le Titulaire peut prétendre à une indemnité dans la limite du préjudice certain et direct qu'il a subi, et dont il doit faire la preuve.

La demande du Titulaire n'est recevable que si elle est présentée et justifiée, dans le délai de 30 jours ouvrables à compter de la notification de la résiliation par l'Ineris. L'Ineris examine s'il y a lieu de faire droit à tout ou partie de la demande d'indemnisation du Titulaire.

30.4. Résiliation pour perte des conditions requises du Titulaire

Toute perte des conditions requises du Titulaire nécessaires à l'exécution du Marché, entraîne la résiliation totale ou partielle du Marché par l'Ineris.

La résiliation est notifiée par courrier recommandé avec avis de réception au Titulaire ou tout autre dispositif ayant la même valeur probante et mentionne la date de prise d'effet.

Dans cette hypothèse, le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité. Il reste toutefois débiteur vis-à-vis de l'Ineris de toutes les conséquences préjudiciables pour l'Ineris de la résiliation du Marché et notamment, mais de manière non limitative, du retard et/ou de l'interruption des prestations et des surcoûts résultant de la conclusion d'un nouveau marché en remplacement du précédent.

Article 31. REGLEMENT DES LITIGES

Pour le règlement amiable des différends et litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du marché, il peut être fait appel à :

31.1. L'organe chargé des procédures de médiation

La saisine d'un comité consultatif de règlement amiable des différends suspend le cours des différentes prescriptions, quelle que soit la nature du contrat.

La saisine du médiateur des entreprises suspend le cours des différentes prescriptions dans les conditions prévues par l'article L. 213-6 du code de justice administrative ou, pour les marchés de droit privé, dans les conditions prévues par le code civil.

L'organe chargé des procédures de médiation est le :

Comité consultatif de règlement amiable des litiges (CCRA)
Préfecture de Meurthe-et-Moselle
1 Rue du préfet Claude Erignac
54038 Nancy Cedex
Tél : 03.83.34.25.65

Les parties peuvent également recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du code civil.
L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur sur la responsabilité des parties au contrat pour le même objet.

31.2. L'instance chargée des procédures de recours

Le présent marché est soumis au droit français. En cas de recours contentieux, le litige éventuel sera soumis au tribunal administratif compétent. L'instance chargée des procédures de recours est le :

Tribunal Administratif d'Amiens
14, rue Lemerchier
CS 81114
80 011 Amiens Cedex 01
Tél : 03.22.33.61.70
Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Article 32. DEROGATIONS

L'article 3.1 « documents contractuels du marché » déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS
L'article 3.2 « Pièces à remettre au Titulaire » déroge à l'article 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-FCS
Article 16 « Garantie » déroge à l'article 28 du CCAG-FCS
Article 23 « Confidentialité » déroge à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS.
Article 25 « Pénalités » déroge à l'article 14 des CCAG-FCS

